



ATELIER SUR LES ANALYSES RÉCENTES CONCERNANT LE CYCLE DE DOHA

2 NOVEMBRE 2010



CENTRE WILLIAM RAPPARD, GENÈVE

TABLE DES MATIÈRES

Programme.....	3-4
-----------------------	------------

Introduction.....	5-6
--------------------------	------------

Résumés des présentations de l'atelier

SÉANCE 1: Quels sont les enjeux dans les domaines de l'agriculture et de l'AMNA?

Incidences des modalités de Doha du point de vue des droits de douane et du bien-être économique <i>Will Martin (Banque mondiale)</i>	8
Évaluer le coût potentiel d'un échec du Cycle de Doha <i>David Laborde (Institut International de Recherche sur les Politiques Alimentaires - IFPRI International Food Policy Research Institute)</i>	10

SÉANCE 2: Quels sont les enjeux dans les domaines des services et de la facilitation des échanges)

Les services dans le Cycle de Doha: Qu'est-ce qui est sur la table? <i>Aaditya Mattoo (Banque mondiale)</i>	14
Évaluer les avantages de la facilitation des échanges <i>Evdokia Möisé (Organisation de coopération et de développement économiques – OCDE)</i>	16

SÉANCE 3: Quantifier les avantages d'un Programme de Doha élargi

L'incidence économique d'un éventuel résultat dans le cadre de Doha <i>Yvan Decreux (Centre du commerce international – ITC, Centre d'études prospectives et d'informations internationales – CEPII)</i>	18
Le Cycle de Doha: Explication <i>Gary Clyde Hufbauer, Jeffrey J. Schott, Woan Foong Wong (Peterson Institute)</i>	20

SÉANCE 4: Évaluer les autres éléments du Cycle de Doha

Aspects environnementaux d'un accord de Doha réussi (biens et services environnementaux, réductions des subventions dans les domaines de l'agriculture, de la pêche et des transports) <i>Raed Safadi (OCDE)</i>	24
---	----

SÉANCE 5: Questions systémiques que soulèverait un échec de Doha

Quels sont les gains réels à tirer d'une conclusion du Cycle de Doha <i>Pankaj Ghemawat (Instituto de Estudios Superiores de la Empresa – École de commerce IESE)</i>	28
Perspectives offertes au système commercial mondial <i>Eduardo Pérez Motta (Commission fédérale de la concurrence, Mexique)</i>	30

Avertissement

- *Les vues exprimées dans la présente brochure sont strictement celles des auteurs et non celles des Membres de l'OMC.*

ATELIER SUR LES ANALYSES RÉCENTES CONCERNANT LE CYCLE DE DOHA

2 novembre 2010
Centre William Rappard, Genève

8h45 - 9h Accueil et introduction

Intervenants: Alejandro Jara (Organisation mondiale du commerce – OMC), Ricardo Melendez Ortiz (Centre international pour le commerce et le développement durable – CICDD), Aaditya Mattoo (Banque mondiale)

9h - 10h SÉANCE 1: Quels sont les enjeux dans les domaines de l'agriculture et de l'AMNA?

Modérateur: Alexander Keck (OMC)

- Incidences des modalités de Doha du point de vue des droits de douane et du bien-être économique

Intervenant: Will Martin (Banque mondiale)

- Évaluer le coût potentiel d'un échec du Cycle de Doha

Intervenant: David Laborde (Institut international de recherche sur les politiques alimentaires – IFPRI)

- Discussion

Présentateur: Manzoor Ahmad (Conseillers en commerce international), questions et réponses

10h30 - 11h30 SÉANCE 2: Quels sont les enjeux dans les domaines des services et de la facilitation des échanges?

Modérateur: Will Martin (Banque mondiale)

- Les services dans le Cycle de Doha: Qu'est-ce qui est sur la table?

Intervenant: Aaditya Mattoo (Banque mondiale)

- Évaluer les avantages de la facilitation des échanges

Intervenant: Evdokia Möisé (Organisation de coopération et de développement économiques – OCDE)

- Discussion

Présentateur: Sergio Marchi (Centre international pour le commerce et le développement durable – ICTSD International Centre for Trade and Sustainable Development), questions et réponses

11h30 - 12h30 SÉANCE 3: Quantifier les avantages d'un Programme de Doha élargi

Modérateur: Miguel Rodriguez Mendoza (ICTSD)

- L'incidence économique d'un éventuel résultat dans le cadre de Doha

Intervenant: Yvan Decreux (Centre du commerce international – ITC, Centre d'études prospectives et d'informations internationales – CEPII)

- Le Cycle de Doha: Explication

Intervenants: Gary Clyde Hufbauer, Jeffrey J. Schott, Woan Foong Wong (Peterson Institute)

- Discussion

Présentateur: Alessandro Nicita (Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement – CNUCED), questions et réponses

14h - 15h SÉANCE 4: Évaluer les autres éléments du Cycle de Doha

Modérateur: Christophe Bellmann (ICTSD)

- Aspects environnementaux d'un accord de Doha réussi (biens et services environnementaux, réductions des subventions dans les domaines de l'agriculture, de la pêche et des transports)

Intervenant: Raed Safadi (OCDE)

- Règles commerciales nouvelles et améliorées

Intervenant: André Sapir (Université Libre de Bruxelles)

- Discussion

Présentateur: Pradeep Mehta (Consumer Unity & Trust Society – CUTS), questions et réponses

15h30 - 17h SÉANCE 5: Questions systémiques que soulèverait un échec de Doha

Modérateur: Patrick Low (OMC)

- Quels sont les gains réels à tirer d'une conclusion du Cycle de Doha)

Intervenant: Pankaj Ghemawat (Instituto de Estudios Superiores de la Empresa – École de commerce IESE)

- Perspectives offertes au système commercial mondial

Intervenant: Eduardo Pérez Motta (Commission fédérale de la concurrence, Mexique)

- Discussion

Présentateur: Miguel Rodriguez Mendoza (ICTSD), questions et réponses

17h - 18h RÉSUMÉ ET TABLE RONDE

- Comment les décideurs peuvent-ils utiliser ces analyses et de quels autres renseignements ont-ils besoin?

Modérateur: Pascal Lamy (OMC)

- *Intervenants: Roberto Carvalho de Azevêdo (Brésil), John Clarke (Union européenne), Jayant Dasgupta (Inde), Michael Punke (États-Unis), Shree Servansing (Maurice), Sun Zhenyu (Chine)*

INTRODUCTION

- L'atelier qui se tient aujourd'hui sur les récentes analyses concernant le Cycle de Doha souligne un aspect fondamental – le fait que le travail acharné que les gouvernements ont consacré au Cycle de Doha au cours des neuf dernières années de négociations a abouti à un certain nombre de résultats remarquables. La mise en œuvre des gains déjà obtenus se traduirait par un système commercial plus équitable, plus efficace et plus effectif. Il reste certainement à faire pour conclure ce cycle mais, même à ce stade, le niveau d'ambition dépasse tout ce que nous avons pu voir lors des cycles précédents de négociations mondiales. Ce niveau élevé d'ambition – dans les abaissements tarifaires, dans les réductions des subventions et dans la mise en place de règles plus solides – explique en partie le fait que les gouvernements ont du mal à achever les négociations. Un niveau plus élevé d'ambition signifie des marchés plus ouverts pour les exportateurs. Mais cela signifie aussi dans certains cas une plus grande sensibilité politique et une résistance plus forte de la part de ceux qui ont intérêt à maintenir le statu quo.
- L'OCDE nous dit qu'un accord sur les mesures de facilitation des échanges – en cours de négociation à l'OMC – pourrait potentiellement réduire les coûts du commerce de 9 pour cent, et ce en grande partie grâce à des procédures à la frontière plus transparentes et plus prévisibles. Toujours selon l'OCDE, une réduction de seulement 1 pour cent des coûts des transactions commerciales à l'échelle mondiale pourrait générer 43 milliards de dollars EU en gains de bien-être mondial, dont 35 pour cent iraient aux pays de l'OCDE et 65 pour cent aux pays hors zone OCDE.
- Selon l'analyse de l'Institut international de recherche sur les politiques alimentaires (IFPRI), le Cycle de Doha permettra d'accroître les échanges mondiaux de marchandises et de services de 1,9 pour cent, sur la base des conditions de marché actuelles. Mais le rapport de l'IFPRI met aussi en exergue l'intérêt du Cycle en tant que police d'assurance en indiquant que si les négociations demeurent inachevées et que les gouvernements reviennent aux limites autorisées de protection existantes, les échanges commerciaux se contracteraient de 9,9 pour cent.
- Selon la Banque mondiale, la mise en œuvre des conditions d'accès aux marchés prévues dans les textes de négociation de 2008 sur l'agriculture et les biens industriels pourrait se traduire par des gains économiques mondiaux compris entre 202 et 121 milliards de dollars EU, suivant la mesure dans laquelle les gouvernements utilisent les flexibilités pour réduire l'ouverture des marchés.
- Bien que ces chiffres soient impressionnants, de nombreux Membres de l'OMC pensent qu'ils ne sont pas suffisants. Ils craignent aussi que le paquet

actuellement sur la table, en l'état, ne bénéficie pas d'un soutien politique suffisant. D'un autre côté, il est largement admis que des progrès sont nécessaires dans le domaine de l'accès aux marchés pour les services, par exemple, et que les négociations sur les règles en matière d'environnement, d'antidumping et de subventions à la pêche doivent être clarifiées et renforcées.

- C'est aux Membres de l'OMC qu'il incombe de déterminer où se situe en dernière analyse le niveau d'ambition. De même, c'est aux Membres de l'OMC qu'il revient de déterminer le prix à payer pour relever encore le niveau d'ambition. Dans cet esprit, il convient de souligner que l'Institut Peterson estime que si toutes les grandes nations commerçantes amélioraient leurs offres en matière d'accès aux marchés dans tous les domaines, si elles apportaient à leur environnement douanier et réglementaire des améliorations raisonnables pour faciliter les échanges et si les obstacles au commerce des services étaient réduits dans une proportion de 10 pour cent, il pourrait en découler au total une production supplémentaire équivalant à 280 milliards de dollars EU au plan mondial.
- Tout cela n'enlève rien au fait que ce qui est sur la table dépasse largement les attentes initiales. Outre les chiffres, le Cycle présente aussi des avantages systémiques. Les plus pauvres auraient beaucoup à gagner, ce qui explique d'ailleurs qu'ils aient été les premiers à appeler à une conclusion rapide des négociations. Il y a aussi le message fort que la conclusion d'un accord enverrait au public et aux marchés – à savoir que, même en temps de crise, les gouvernements peuvent œuvrer ensemble pour accomplir des choses importantes et qu'ils le font effectivement.

SÉANCE 1:

**QUELS SONT LES ENJEUX DANS LES
DOMAINES DE L'AGRICULTURE ET DE
L'AMNA?**

INCIDENCES DES MODALITÉS DE DOHA DU POINT DE VUE DES DROITS DE DOUANE ET DU BIEN-ÊTRE ÉCONOMIQUE

Will Martin (Banque mondiale)

- Les formules tarifaires applicables dans les domaines de l'agriculture et de l'accès aux marchés pour les produits non agricoles (AMNA) exigeraient d'importants abaissements des tarifs agricoles dans les pays industrialisés et des abaissements moins importants dans les pays en développement.
- Les droits de douane applicables aux produits non agricoles seraient fortement abaissés, quoique à partir de niveaux moyens faibles, les réductions les plus importantes touchant les droits les plus élevés.

Agriculture	Avant la formule	Après la formule
Revenu élevé	15,5	7,5
Pays en développement (n'appartenant pas à la catégorie des pays les moins avancés (PMA))	13,3	11,3
AMNA		
Revenu élevé	1,6	1,0
Pays en développement (n'appartenant pas à la catégorie des PMA)	6,1	4,6

- Pour saisir l'incidence des flexibilités sur les droits de douane applicables aux produits agricoles et non agricoles, il est nécessaire de tenir compte du fait que les décideurs sont prêts à supporter des coûts élevés pour protéger les secteurs politiquement importants.
 - » Cette idée, dans la pratique, mène à la sélection de produits pour lesquels les droits sont élevés et dont les droits appliqués feraient l'objet d'importants abaissements, parmi les produits pour lesquels les volumes d'importation sont substantiels (même avec une protection).
 - » Autrement, le choix porterait sur les produits auxquels s'appliquent les droits les plus élevés, parmi lesquels de nombreux produits dont les taux appliqués n'auraient pas à être abaissés et des produits sans importance tels que les tiges de maïs.

Agriculture	Initial	Après la formule	Formule + flex
Revenu élevé	15,5	7,5	11,1
Pays en développement (n'appartenant pas à la catégorie des pays les moins avancés (PMA))	13,3	11,3	13,2
AMNA			
Revenu élevé	1,6	1,0	1,0
Pays en développement (n'appartenant pas à la catégorie des PMA)	6,1	4,6	5,3

- En pourcentage, les réductions apportées aux droits restent quand même importantes.

Agriculture	Initial	Formule + flex
Revenu élevé	15,1	12,3
Pays en développement (n'appartenant pas à la catégorie des PMA)	14,3	11,5
AMNA		
Revenu élevé	3,0	2,4
Pays en développement (n'appartenant pas à la catégorie des PMA)	2,9	2,1

- Pour comprendre les gains réels qui découleraient d'un accord en termes de revenus, il est nécessaire de définir la libéralisation au degré de désagrégation le plus fin possible – dans ce cas le niveau à six chiffres du Système harmonisé.
 - » Il ressort de notre analyse exploratoire que cela augmente sensiblement les gains mesurés par rapport aux approches traditionnelles fondées sur les droits moyens pondérés en fonction du commerce.
 - » Les formules de Doha permettraient de réaliser près de 30 pour cent des gains découlant d'une libéralisation totale. Avec les flexibilités, les gains sont d'environ 1/6^{ème} de ce qu'ils seraient avec une libéralisation totale.

Milliards de dollars EU	Libéralisation totale	Formules	Formule + flex
Revenu élevé	484	141	91
Pays en développement	241	62	31
Monde	725	202	121

ÉVALUER LE COÛT POTENTIEL D'UN ÉCHEC DU CYCLE DE DOHA

David Laborde (IFPRI)

- On évalue généralement le Programme de Doha pour le développement (PDD) en se fondant sur une comparaison entre le «scénario de politique commerciale» (Cycle de Doha) et le statu quo (politique commerciale de référence), en partant toutefois du principe que le statu quo est en soi un présupposé fort qui ne permet aucunement de mesurer le rôle de l'OMC en tant que dispositif de blocage ni de prendre en compte la valeur du processus de consolidation.
- L'analyse à court et à long terme des politiques commerciales montre que la libéralisation du commerce n'est pas linéaire. Dans le contexte d'une crise économique, des tensions protectionnistes apparaissent toujours qui peuvent déboucher sur des politiques du chacun pour soi qui aggravent la récession mondiale.
- Par conséquent, le Cycle de Doha peut apparaître comme un signal fort en faveur d'une coopération suivie en matière de politique commerciale; il pourrait par ailleurs, dans le cas de conflits commerciaux ou de guerres tarifaires, limiter les augmentations des droits de douane grâce à de nouveaux droits consolidés plus faibles. Dans les deux cas, le PDD présente d'importants avantages pour la communauté mondiale.
- Nous avons utilisé le modèle informatique d'équilibre général MIRAGE pour évaluer les résultats potentiels du Cycle de Doha sur la base d'une mise en œuvre détaillée des modalités de décembre 2008, et nous avons examiné quatre scénarios protectionnistes avec et sans le PDD. Deux autres scénarios permettent d'évaluer les effets d'un scénario de régionalisme asymétrique (intégration Nord-Nord) comme réaction face à un échec de l'approche multilatérale.
- Les scénarios protectionnistes se fondent sur deux grandes hypothèses: i) les pays relèvent leurs droits de douane jusqu'au niveau consolidé et ii) les pays relèvent leurs droits de douane jusqu'au niveau maximal NPF (nation la plus favorisée) observé au cours des 13 dernières années, tout en respectant le niveau consolidé.
- Suivant l'hypothèse normale du modèle d'équilibre général, le PDD permettrait d'accroître les échanges mondiaux de marchandises et de services de 1,9 pour cent; à l'autre extrême, le scénario le plus protectionniste (le scénario consolidé mentionné plus haut sans le PDD) conduirait à les réduire de 9,9 pour cent. Ces deux solutions extrêmes

montrent que, dans une large mesure, l'intérêt du PDD réside non seulement dans ce qu'il permettra directement d'obtenir mais aussi dans son aptitude à prévenir la mise en œuvre de politiques commerciales plus néfastes.

- Si nous évaluons la valeur que représente le PDD en tant qu'«assurance» en comparant la mise en œuvre de politiques protectionnistes avec et sans les droits de douane consolidés issus du PDD, nous constatons qu'elle représente entre 800 et 570 milliards de dollars EU en termes d'échanges mondiaux et entre 180 et 108 milliards de dollars EU en termes de revenu réel mondial. Ces chiffres sont deux à trois fois supérieurs à la valeur du PDD dans des conditions «normales».
- Par suite de l'important excédent de consolidation initial et de la faiblesse des taux de consolidation, les pays en développement et le commerce Sud-Sud seraient les principales victimes.

SÉANCE 2:

**QUELS SONT LES ENJEUX DANS LES
DOMAINES DES SERVICES ET DE LA
FACILITATION DES ÉCHANGES?**

LES SERVICES DANS LE CYCLE DE DOHA: QU'EST-CE QUI EST SUR LA TABLE?

Aaditya Mattoo (Banque mondiale)

- Important écart entre les offres et la réalité: À ce stade, les offres faites dans le cadre de Doha dans le domaine des services ne prévoient pas un accès accru aux marchés mais donnent un certain degré d'assurance que la situation ne se dégradera pas en ce qui concerne l'accès aux marchés. Les meilleures offres présentées à ce jour représentent une amélioration des engagements issus du Cycle d'Uruguay de 10 pour cent environ mais restent en moyenne deux fois plus restrictives que les politiques actuelles. Curieusement, des éléments centraux des services de transport et des services professionnels (y compris la mobilité internationale des personnes) ne sont pas négociés du tout ou le sont d'une manière insuffisante.
- Gains potentiels importants à tirer de la réforme des services: Les gains potentiels qui découleraient d'une réforme du commerce dans les domaines des communications, des services financiers, des transports et des services aux entreprises sont importants – probablement plus importants que ceux qui découleraient d'une libéralisation comparable du commerce des marchandises. Le simple fait d'exploiter les possibilités découlant de la libéralisation du commerce des marchandises exigera des services de meilleure qualité: les exportateurs d'Afrique subsaharienne doivent faire face à des coûts de transport plusieurs fois supérieurs aux droits de douane qu'ils doivent acquitter dans les pays industriels. Les investissements en faveur de la «facilitation des échanges» et l'Aide pour le commerce ne donneront guère de résultats s'ils ne s'accompagnent pas de réformes significatives des services de transport.
- Deux types d'actions s'imposent:
 - Premièrement, parallèlement aux négociations sur l'accès aux marchés, une assistance et une coopération accrues dans le domaine de la réglementation sont nécessaires pour soutenir la libéralisation des services car si ces derniers sont de plus en plus mondialisés, la réglementation reste insuffisante et garde un caractère national.
 - Une aide plus cohérente aux pays en développement pour établir des organismes réglementaires et instituer des politiques qui élargissent l'accès aux services: «aide au commerce des services» et «plate-forme de connaissances en matière de services».

- Coopération accrue dans le domaine de la réglementation prudentielle (par exemple finances et flux de données) pour aborder par exemple les problèmes soulevés par la crise financière; et réglementation favorable à la concurrence (par exemple en ce qui concerne les services de transport et d'information) pour faire en sorte que les oligopoles internationaux ne s'approprient pas les gains de la libéralisation.
- Coopération accrue entre les pays d'accueil et d'origine dans le cadre du mode 4, en s'appuyant sur les enseignements tirés des accords bilatéraux sur le travail ayant donné de bons résultats.
- Deuxièmement, une approche plus audacieuse et plus novatrice des négociations sur les services s'impose. Pour atteindre un niveau d'ambition pour les services comparable à ce qu'il est pour les autres secteurs et sortir de la situation peu satisfaisante caractérisée par des attentes réduites des entreprises et un engagement limité du milieu des affaires, la proposition suivante est avancée: au lieu de négociations sectorielles ou modales graduelles, un sous-ensemble de Membres (par exemple un G-30) prendrait l'initiative (comme pour l'Accord sur les technologies de l'information) de définir un ensemble de résultats finals qui soit équilibré, souhaitable du point de vue du développement et pertinent sur le plan commercial, avec les trois éléments suivants:
 - Pas de nouvelles restrictions, en particulier en ce qui concerne le commerce transfrontières de services aux entreprises et des transports plus ouverts;
 - Un engagement préalable en faveur d'une réforme, en ce qui concerne en particulier l'investissement étranger direct (IED) et d'une assistance et d'une coopération accrues dans le domaine de la réglementation;
 - Des possibilités accrues de migration temporaire avec des obligations pour le pays d'origine (précisées par exemple dans une liste type).

ÉVALUER LES AVANTAGES DE LA FACILITATION DES ÉCHANGES

Evdokia Möisé (OCDE)

- Des travaux de modélisation récemment menés par l'OCDE pour évaluer l'incidence de mesures de facilitation des échanges spécifiques ont mené à la conclusion que les mesures négociées dans le cadre de l'OMC avaient le potentiel de réduire les coûts des transactions de 9 pour cent, ce qui représente davantage que l'incidence de la distance géographique entre les partenaires commerciaux, laquelle est généralement chiffrée à 8 pour cent des coûts des transactions.
- Pour les pays de l'OCDE, les mesures qui apparaissent avoir le potentiel le plus important de réduction du coût des échanges sont celles qui affectent la transparence et la prévisibilité (au total plus de 4 pour cent), ainsi que la coordination et la coopération entre les différents organismes à la frontière (environ 2 pour cent). De précédents travaux de l'OCDE ont montré que ces mesures entraînaient des coûts limités pour les administrations concernées dans la mesure où les dépenses liées à leur introduction et à leur mise en œuvre étaient généralement absorbées dans les frais de fonctionnement administratifs normaux. Néanmoins, l'introduction de telles mesures nécessite une volonté politique à un niveau élevé.
- Une modeste réduction hypothétique de 1 pour cent des coûts des transactions commerciales mondiales pourrait générer 43 milliards de dollars EU de gains de bien-être au plan mondial, dont 35 pour cent pourraient aller aux pays de l'OCDE et 65 pour cent aux pays hors zone OCDE. Ces gains de bien-être augmenteraient dans une proportion correspondante si l'on relevait l'hypothèse relative à la réduction des coûts des transactions. Au titre du scénario «OCDE seulement» – les mesures de facilitation des échanges n'étant à ce titre prises que par des pays de l'OCDE – les pays hors zone OCDE seraient perdants (dans une proportion de 3 pour cent) à cause de l'effet de détournement du commerce. On peut faire valoir que les avantages de la facilitation des échanges vont principalement aux pays qui poursuivent des politiques actives dans ce domaine.
- Les mesures de facilitation des échanges en cours de négociation ont aussi un effet notable sur les courants d'échanges. Une amélioration de 1 pour cent des indicateurs de transparence et de prévisibilité (correspondant aux mesures liées à l'article X du GATT) pourrait entraîner une augmentation de 0,7 pour cent des échanges de produits manufacturés. Une amélioration de 1 pour cent des formalités – guichets uniques, traitement avant l'arrivée et audit après le dédouanement, par exemple – pourrait conduire à un accroissement comparable des échanges pour les produits agricoles.

SÉANCE 3:

QUANTIFIER LES AVANTAGES D'UN PROGRAMME DE DOHA ÉLARGI

L'INCIDENCE ÉCONOMIQUE D'UN ÉVENTUEL RÉSULTAT DANS LE CADRE DE DOHA

Yvan Decreux (Centre du commerce international – ITC, Centre d'études prospectives et d'informations internationales – CEPII)

- L'activité (emploi) dans l'agriculture s'est ralentie dans la plupart des pays développés, en particulier les pays de l'Association européenne de libre-échange (AELE). Font exception la Nouvelle-Zélande, le Canada et l'Australie qui se placent respectivement à la première, à la deuxième et à la quatrième place en termes d'expansion de l'activité comme conséquence d'un accord de Doha.
- L'activité progresse dans tous les pays en développement. L'accélération la plus marquée s'est produite au Brésil, la moins forte ayant été enregistrée en Inde.
- En ce qui concerne l'accès aux marchés pour les produits non agricoles (AMNA), les principales augmentations annuelles de la production sont les suivantes en termes absolus:
 - » Textiles, vêtements: Chine, Taipei chinois, Corée (+ 68 milliards de dollars EU)
 - » Véhicules automobiles, camions: Japon (+ 53 milliards de dollars EU)
 - » Machines: UE (+ 15 milliards de dollars EU)
 - » Matériel électronique: États-Unis (+ 13 milliards de dollars EU)

À l'issue d'un accord de Doha, le schéma de spécialisation actuel serait encore plus net.

- L'incidence sur le bien-être global est positive sauf lorsque l'érosion des préférences est importante (Mexique et dans une moindre mesure Canada; Afrique).
- Dans le cas de l'Afrique subsaharienne, cette conclusion doit être nuancée car les échanges entre l'Afrique et l'Asie ont beaucoup augmenté ces dernières années de sorte que la part de l'UE dans les exportations africaines a sensiblement diminué. Ces évolutions ne sont pas entièrement reflétées dans le modèle. L'érosion des préférences sur le marché de l'UE revêt donc moins d'importance.
- En ce qui concerne les services et la facilitation des échanges, même des avancées limitées se traduiraient par des gains significatifs. La facilitation des échanges pourrait doubler les gains, en particulier en Afrique. Toutefois, pour montrer clairement qu'il s'agit d'une conséquence

du Cycle de Doha, il serait nécessaire de proposer une feuille de route précise sur ce point. Sinon, l'aide au développement pourrait être perçue comme la suite des programmes actuels sous un nouveau nom.

- Ces conclusions se fondent sur deux études:

1. Decreux, Y. & Fontagné, L. (2009). Economic Impact of potential outcome of the DDA, rapport de recherche CEPii, janvier 2009.
2. Decreux, Y. (2009). Effets d'un accord commercial multilatéral sur la base des propositions de décembre 2008, rapport du gouvernement français.

Ces deux études peuvent être téléchargées à l'adresse suivante:

<https://sites.google.com/site/ydecreux/>

LE CYCLE DE DOHA: EXPLICATION

Garry Clyde Hufbauer, Jeffrey J. Schott et Woan Foong Wong

- On a intérêt à sauver le Cycle de Doha:
 - » Pour récolter les gains des réformes déjà sur la table dans les domaines des droits de douane et des subventions, pour consolider les réformes commerciales déjà mises en œuvre mais qui ne sont pas visées par les obligations découlant de l'OMC et pour verrouiller les engagements pris en matière de facilitation des échanges.
 - » Pour garantir la viabilité du système commercial multilatéral fondé sur des règles. Si le Cycle de Doha continue de dériver, les pays se tourneront vers les obstacles à l'importation, les subventions aux agriculteurs et aux industriels et vers les pactes commerciaux bilatéraux/régionaux, mesures qui causeraient des dommages irréparables à la crédibilité de l'OMC en tant qu'instance de négociation, compromettant son très valable mécanisme de règlement des différends.
- Les résultats qu'on attend de ce qui est déjà sur la table sont importants mais pas suffisants pour mobiliser le soutien politique nécessaire à la conclusion de l'accord et en assurer la ratification par les pays Membres.
- Qu'y a-t-il sur la table?

Pays	Agriculture - abaissements «sur la table»				AMNA - abaissements «sur la table»			
	Gains commerciaux (milliards de dollars EU)		Importations		Gains commerciaux (milliards de dollars EU)		Gains PIB	
	Exportations	Importations	Milliards de dollars EU	Pourcentage du PIB	Exportations	Importations	Millions de dollars EU	Pourcentage du PB
États-Unis	3,8	1,6	2,2	0,02	3,8	12,7	7,1	0,05
Union européenne	2,8	15,3	7,8	0,05	10,6	11,0	8,5	0,05
Japon	0,5	2,4	1,3	0,03	7,5	2,5	4,2	0,10
Brésil	2,3	0,01	0,9	0,07	0,4	1,0	0,6	0,04
Chine	1,3	0,2	0,6	0,02	15,6	6,7	9,2	0,28
Inde	0,4	0,2	0,2	0,02	1,6	0,5	0,9	0,08
Pays développés	9,5	19,2	12,3	0,03	23,1	29,5	21,7	0,06
Pays en développement	7,7	1,4	3,6	0,03	27,5	16,1	17,9	0,17

- Pas suffisamment ambitieux: Ce qui est offert dans le cadre de Doha n'est pas suffisant pour que les pays acceptent en échange de libéraliser les politiques existantes.
- Pas suffisamment équilibré: Il n'y a pas suffisamment de progrès dans tous les domaines du Programme de Doha pour mobiliser un soutien politique en faveur des éventuels accords et les avantages pour les pays tant développés qu'en développement ne sont pas suffisants au regard des objectifs de développement de Doha.
- Cinquante six pour cent des gains de PIB découlant des abaissements suivant la formule iraient à l'Union européenne, à la Chine et aux États-Unis, mais, en valeur absolue, l'importance des gains n'est pas suffisante pour que les groupes qui défendent le commerce s'opposent à ceux qui auraient à perdre du fait du retrait de la protection/des subventions.
- Que peut-on faire? Le paquet de Doha doit être «complété» par les grandes nations commerciales qui devraient améliorer leurs offres en matière d'accès aux marchés dans tous les domaines.
- Des progrès concernant les services sont indispensables au succès. Nous estimons qu'une réduction de 10 pour cent de l'équivalent tarifaire des obstacles appliqués dans le secteur des services conduirait à une augmentation annuelle des exportations mondiales de l'ordre de 55 milliards de dollars EU et à des gains de PIB d'environ 45,5 milliards de dollars EU.

Pays/groupe	Réformes «complétées» dans le domaine des services			
	Gains commerciaux (milliards de dollars EU)		Gains PIB	
	Exportations	Importations	Billions of US\$	Milliards de dollars EU
États-Unis	13,1	3,1	6,1	*
Union européenne	17,4	5,2	6,9	*
Japon	3,8	3,5	2,7	0,1
Brésil	0,8	2,83	1,6	0,1
Chine	4,4	12,0	7,1	0,2
Inde	2,6	7,2	3,6	0,3
Pays développés	38,9	14,5	18,5	*
Pays en développement	16,1	35,3	21,5	0,2

* indique que le pourcentage du PIB est positif mais inférieur à 0,05 pour cent.

Pays	Abaissements «sur la table» dans les domaines de l'agriculture et de l'accès aux marchés pour les produits non agricoles				Y compris les réformes «complétées»: services, initiatives sectorielles et facilitation des échanges			
	Gains commerciaux (milliards de dollars EU)		Gains PIB		Gains commerciaux (milliards de dollars EU)		Gains PIB	
	Exportations	Importations	Milliards de dollars EU	Pourcentage du PIB	Exportations	Importations	Milliards de dollars EU	Pourcentage du PIB
États-Unis	7,6	14,2	9,3	0,1	39,4	45,9	36,2	0,3
Union européenne	13,4	26,3	16,3	0,1	62,7	53,5	45,6	0,3
Japon	8,1	4,9	5,6	0,1	30,6	13,7	18,6	0,4
Brésil	2,7	1,0	1,5	0,1	6,0	13,9	8,9	0,7
Chine	16,8	6,9	9,7	0,3	55,7	68,4	52,7	1,6
Inde	1,9	0,7	1,1	0,1	7,7	20,3	11,8	1,0
Pays développés	48,7	32,6	34,0	0,1	147,6	129,7	113,9	0,3
Pays en développement	35,2	17,5	21,5	0,2	131,8	181,9	134,9	1,3
Total mondial	92,8	86,9	63,0	0,1	384,1	409,9	282,7	0,5

- Si nos recommandations sont suivies, l'ensemble de résultats issu du Cycle de Doha serait ambitieux et mieux équilibré pour tous les participants et pourrait se traduire par des gains annuels de PIB mondial pouvant aller jusqu'à 280 milliards de dollars EU.
- Même si les négociateurs ne parviennent qu'à la moitié des gains obtenus grâce au scénario «complété», les résultats de Doha seraient deux fois plus importants que ceux qui découleraient de ce qui est actuellement sur la table.
- De plus, une part plus importante des gains irait aux pays en développement.

SÉANCE 4:

ÉVALUER LES AUTRES ÉLÉMENTS DU CYCLE DE DOHA

ASPECTS ENVIRONNEMENTAUX D'UN ACCORD DE DOHA RÉUSSI (BIENS ET SERVICES ENVIRONNEMENTAUX, RÉDUCTIONS DES SUB- VENTIONS DANS LES DOMAINES DE L'AGRICULTURE, DE LA PÊCHE ET DES TRANSPORTS)

Raed Safadi (OCDE)

- Une enquête réalisée par l'OCDE auprès de 136 sociétés et 77 entreprises de dix pays de l'OCDE et hors zone OCDE a confirmé la présence d'obstacles importants (c'est-à-dire jugés majeurs ou prohibitifs) au commerce des biens environnementaux. Une analyse basée sur le critère simple de la fréquence des réponses a fait ressortir les cinq points ci-après en tête de la liste des 19 catégories de mesures non tarifaires visées par l'enquête:
 - » Essais et certification (27 sociétés)
 - » Procédures douanières (24)
 - » Réglementations relatives aux paiements (23)
 - » Adéquation de la protection de la propriété intellectuelle (19)
 - » Procédures de passation des marchés publics (14)
 - » Normes de produits et réglementations techniques (13)
- Les réponses des marchés seront importantes pour faire face aux différentes pressions que subit actuellement le secteur agroalimentaire. Elles seront aussi importantes pour régler le problème du changement climatique et de la rareté des ressources même si une intervention des pouvoirs publics sera aussi nécessaire pour corriger la situation en cas de marchés inexistantes ou lacunaires.
- Le commerce et un système commercial international qui fonctionne de manière efficace seront essentiels pour permettre une adéquation de l'offre et de la demande mondiales et répondre aux besoins de qualité et de variété des consommateurs. Les caractéristiques de la production mondiale sont appelées à évoluer et, de l'avis général, les zones fragiles qui enregistrent des déficits alimentaires dans certaines parties d'Asie et d'Afrique pourraient être encore moins à même qu'avant de nourrir leurs populations en expansion. Cela signifie que le commerce revêtira de plus en plus d'importance pour connecter les zones ayant des excédents alimentaires avec celles qui sont déficitaires. Parallèlement, des stratégies de développement seront nécessaires pour créer des emplois en dehors du secteur agricole pour les populations pauvres dont les moyens de subsistance déjà limités seront menacés. Le système

commercial multilatéral devra être suffisamment solide et fiable pour donner aux pays à déficit alimentaire l'assurance que le commerce est effectivement une composante sûre d'une stratégie globale en matière de sécurité alimentaire.

- Un système commercial multilatéral fondé sur des règles est nécessaire mais n'est pas suffisant. Il faut aussi s'employer à améliorer le cadre général de politique dans de nombreuses économies moins avancées et investir davantage dans l'agriculture dans les pays en développement. Faute d'amélioration de la capacité de production de nombreux pays pauvres, ces derniers ne seront pas en mesure de répondre à la demande des marchés – que ce soit au niveau local, régional, national ou international. L'investissement aussi bien public que privé peut fournir le capital nécessaire au développement mais le secteur privé a une contribution supplémentaire à faire pour apporter le «savoir-faire» et mettre en place les réseaux nécessaires dans les régions les moins avancées.
- Les pays de l'OCDE participent à un processus de réforme de la politique agricole menée dans une large mesure par le biais de l'application de l'Accord de l'OMC sur l'agriculture et des principes de politique générale convenus lors de la Conférence des ministres de l'agriculture organisée par l'OCDE en 1998. Des progrès ont été faits pour réformer les politiques de soutien s'agissant de réduire aussi bien le niveau du soutien (qui est tombé de 37 pour cent des revenus agricoles en 1986-1988 à 23 pour cent en 2006-2008) que la part du soutien ayant le plus d'effets de distorsion sur la production et les échanges (de 86 pour cent du soutien total accordé aux producteurs à 56 pour cent). La mise en œuvre d'instruments de politique générale plus découplés a joué un rôle très important dans le processus de réforme mené dans les pays de l'OCDE. Les réformes en cours doivent encore relever un défi majeur: mieux adapter les politiques en fonction d'objectifs spécifiques en matière de revenus ou des lacunes des marchés.
- La portée et la nature des défis mondiaux actuels appellent une nouvelle analyse pour identifier le sens que doivent prendre les politiques agricoles. Il faut éviter que l'action ou l'inaction ait des conséquences négatives irréversibles, sachant que de nombreuses inconnues subsistent quant aux perspectives et problèmes futurs.

- Les politiques des pouvoirs publics devront être conçues dans un environnement complexe en rapide évolution. Cela pose de nouveaux défis: gouvernance au niveau national et international; efficacité des institutions et des processus de décision allant de la définition des objectifs à la conception et à la mise en œuvre de mesures spécifiques; création de flux d'information à même de produire et de partager des renseignements propres à éclairer les décisions et gestion des risques et des incertitudes par les pouvoirs publics, les agriculteurs, les entreprises de la chaîne alimentaire et les consommateurs.

SÉANCE 5:

QUESTIONS SYSTÉMIQUES QUE SOULÈVERAIT UN ÉCHEC DE DOHA

QUELS SONT LES GAINS RÉELS À TIRER D'UNE CONCLUSION DU CYCLE DE DOHA?

Pankaj Ghemawat (École de commerce IESE)

- Quels gains peut-on attendre de l'éventuelle conclusion du Cycle de Doha et, plus généralement, de l'ouverture? Les professionnels du commerce sont quelque peu réservés à ce sujet dans la mesure où les gains projetés représentent quelques dixièmes de points de pourcentage du PIB mondial. En conséquence, certains disent qu'on a surtout intérêt à aller de l'avant pour verrouiller les gains déjà obtenus et non pour en obtenir de nouveaux. Si ce verrouillage est important, le message n'est guère enthousiasmant et il est à mon sens trompeur.
- Il faut pour s'engager sur la bonne voie un recentrage suivant trois axes:
- Premièrement, cesser de penser l'économie mondiale comme étant mondialisée et reconnaître qu'elle n'est que semi-mondialisée. Malgré des progrès sensibles dans l'intégration transfrontières ces dernières décennies, la marge de manœuvre reste énorme comme l'indique la composante internationale des flux ou activités qui peuvent avoir lieu aussi bien à l'intérieur des frontières nationales qu'au plan international. Les mesures d'internationalisation touchant les personnes (immigrants, étudiants universitaires et touristes) représentent au total moins de 10 pour cent, les mesures liées aux produits (commerce ajusté pour éviter les doubles comptages, divisé par le PIB et IED/formation de capital fixe brut) vont de 10 à 20 pour cent, et les mesures en rapport avec l'information (courrier international, appels téléphoniques, trafic Internet et brevets faisant intervenir une coopération internationale) de 0 à 20 pour cent. Même les mesures (prises avant la crise) d'intégration financière transfrontières ont tendance à se situer dans la fourchette 20-40 pour cent, ce qui indique que les marchés des capitaux n'étaient pas non plus parfaitement intégrés.
- Deuxièmement, cesser de se concentrer sur un ensemble limité de leviers administratifs pour favoriser l'intégration et privilégier la marge de manœuvre politique. Lorsque l'on réfléchit aux raisons expliquant que l'intégration transfrontières soit aussi limitée qu'elle l'est, on s'aperçoit qu'il existe un certain nombre d'obstacles. Et pourtant, seul un sous-ensemble d'obstacles administratifs ont tendance à être pris en considération dans l'analyse des gains à tirer d'une libéralisation plus poussée; c'est ainsi que l'harmonisation des réglementations, la facilitation des échanges et les autres mesures visant à réduire les

formalités bureaucratiques sont encore en général largement ignorées, de même que les possibilités de facilitation pour faire face aux obstacles culturels découlant de l'insularité, de l'arrogance et d'un manque fondamental d'information, et les possibilités d'investissement pour surmonter des obstacles géographiques de types divers.

- Troisièmement, déplacer l'accent du volume sur la valeur. Comme l'a fait observer Pascal Lamy, les économistes et professionnels du commerce ont tendance à se concentrer sur les volumes au lieu d'engager une réflexion plus générale sur toutes les façons dont les échanges transfrontières peuvent créer de la valeur. À cet égard, la perspective du monde des affaires est particulièrement intéressante car les entreprises ont compris l'importance de cet élément il y a des dizaines d'années. Les entreprises évaluent les déplacements internationaux en tenant compte de facteurs déterminants des coûts autres que les différences de coûts absolues habituellement retenues, et incluent par exemple les économies d'échelle, les investissements dans la réduction des coûts, les effets de l'utilisation, etc. L'expérience des entreprises indique aussi qu'il est souhaitable d'accorder beaucoup plus d'attention aux effets produits par les échanges transfrontières sur la différenciation et sur les coûts, sur la structure des secteurs de production et sur les facteurs de risque et les possibilités d'apprentissage. Et ce n'est pas parce que certains de ces gains potentiels à tirer du commerce sont difficiles à quantifier qu'ils doivent être ignorés.
- Extrait de Pankaj Ghemawat, *World 3.0: Global Prosperity and How to Achieve It*, Harvard Business Review Press, 2011

PERSPECTIVES OFFERTES AU SYSTÈME COMMERCIAL MONDIAL

Eduardo Pérez Motta (Commission fédérale de la concurrence, Mexique)

- Lorsque les marchés opèrent dans des conditions de concurrence, ils obtiennent les meilleurs résultats avec des avantages sociaux maximums.
- L'efficacité est un élément clef pour promouvoir la croissance économique à court terme. Une croissance plus forte se traduit par une augmentation des salaires et surtout par des possibilités d'emplois supplémentaires.
- Des marchés efficaces améliorent la répartition des revenus en faisant baisser les prix tout en offrant aux consommateurs les plus pauvres plus d'options et une qualité meilleure. Ceux qui ont le moins de ressources consomment surtout sur les marchés des produits alimentaires, lesquels sont dans de nombreux cas fortement concentrés ou régis par des réglementations qui éliminent la concurrence.
- Deux moyens s'offrent à la politique de concurrence pour rendre les marchés plus efficaces et répartir plus équitablement les avantages sociaux qui en découlent: la première consiste à appliquer la loi de la concurrence et la deuxième à concevoir un cadre réglementaire qui encourage la concurrence en permettant aux entreprises concurrentes un libre accès aux marchés. Dans les deux cas, le résultat se traduit par des marchés plus efficaces.
- Sur le plan international, toutes les indications montrent que la concurrence est l'élément qui contribue le plus à l'efficacité des marchés et, partant, qu'elle est le meilleur instrument disponible pour promouvoir la croissance et l'emploi à court terme. Des estimations du Forum économique mondial (FEM) montrent un degré élevé de corrélation entre des marchés fortement concurrentiels et la croissance économique. De plus, une concurrence accrue sur les principaux marchés de consommation des groupes à faible revenu entraînerait une augmentation des revenus disponibles d'environ huit points de pourcentage.
- La croissance des marchés est la principale source de débouchés économiques pour les entreprises. Il n'y a que deux possibilités: développer les marchés intérieurs ou élargir les marchés internationaux. Il y a deux sources principales de croissance des marchés intérieurs. Premièrement, la transition démographique de la pauvreté et la marginalisation aux classes moyennes inférieures et intermédiaires. Deuxièmement, les nouvelles possibilités d'emplois résultant d'une

croissance économique accrue. La politique de la concurrence devient un élément central pour promouvoir des débouchés intérieurs grâce à son impact direct sur le revenu net des groupes de population les plus pauvres et son effet sur l'emploi par une croissance induite par une plus grande efficacité des marchés.

- La politique commerciale étrangère, par le biais de mesures qui favorisent la libéralisation et une réglementation efficace, est un instrument qui favorise l'efficacité et dont la fonction est double. Premièrement, elle encourage la création de marchés plus efficaces et crée des conditions plus favorables à la croissance, l'emploi et la répartition des revenus, ce qui à son tour favorise la croissance des marchés intérieurs et la multiplication des possibilités offertes aux entreprises. Deuxièmement, en favorisant la productivité et en encourageant l'efficacité et l'accès à des intrants meilleur marché, elle facilite l'accès des entreprises aux marchés internationaux.
- Pour que la politique étrangère parvienne à ces résultats, il faut que les industriels la perçoivent comme stable mais également de longue durée ou permanente. Cela exige la consolidation des réductions tarifaires et des règles régissant le commerce extérieur dans le cadre d'un processus de négociations bilatéral, régional ou multilatéral.
- Dans le cas du Mexique et de la plupart des autres pays en développement, le processus de libéralisation des échanges a été unilatéral ou a eu lieu dans le cadre d'accords de libre-échange. Seules les réductions tarifaires établies par le biais de négociations relatives à une zone de libre-échange ont été consolidées dans ce domaine. La plupart des processus de libéralisation unilatéraux ne sont pas «ancrés» ni consolidés dans le cadre de l'OMC.
- L'OMC n'a pas été un outil efficace permettant de promouvoir une libéralisation stable et durable du commerce dans les pays en développement. Elle devrait s'efforcer de consolider les engagements tarifaires et les règles du commerce extérieur, où elle a obtenu les meilleurs résultats.
- L'impasse des négociations du Cycle de Doha met probablement en relief un problème d'origine structurelle. Cela devrait nous amener à réfléchir sur la manière dont fonctionne le commerce commercial multilatéral et sur les incitations qui font avancer les négociations. Le consommateur doit être le pivot autour duquel s'articulent les décisions commerciales.

- L'OMC vit l'une des crises les plus graves qu'elle ait connues. Le Cycle de Doha aurait dû se terminer en 2005; or, il est difficile de prévoir aujourd'hui quand cela se produira. Il apparaît y avoir un manque de volonté politique de la part des principaux acteurs sur un certain nombre de points de l'agenda de développement des Membres. Il est probable que, même si le Cycle se terminait maintenant, il ne parviendrait pas à répondre aux besoins de la réalité économique actuelle. Il faut peut-être une réglementation plus stricte et plus efficace des subventions, des engagements en matière d'investissement et de concurrence, du changement climatique, des conditions de travail ainsi qu'une redéfinition de la notion de développement, une réglementation des organismes transgéniques et une amélioration des liens de collaboration avec la Banque mondiale et le FMI ainsi qu'une réflexion sérieuse sur les mesures correctives commerciales et une analyse approfondie visant à moderniser le système de règlement des différends.
- Il ressort de tout ce qui précède qu'il faut relever les enjeux, comprendre que l'équilibre ne réside plus dans l'engagement unique et qu'il est nécessaire d'effectuer des versements additionnels et parallèles pour que la loi de Pareto profite à tous (y compris ceux qui sont touchés par l'érosion des préférences, les pays les moins avancés (PMA) qui n'ont pas de capacité institutionnelle, les pays développés qui doivent faire face aux groupes de pression agricoles et les pays en développement soumis aux pressions de leurs groupes d'intérêts industriels). Cela introduit de nouvelles variables qui pourraient conduire à des formes d'équilibre impossibles à atteindre aujourd'hui. Cela ouvre par ailleurs la voie à une redéfinition de l'objectif central du système commercial multilatéral, pour en faire un outil de promotion de l'efficacité des marchés et, partant, un moteur de productivité, de croissance et de participation de la population laquelle jusqu'ici n'a pas eu accès aux marchés ni aux avantages du développement.
- Cependant, il nous faut maintenant décider de la voie sur laquelle nous souhaitons nous engager. La première consiste à accélérer la conclusion du Cycle de Doha en adoptant une approche pragmatique qui peut être minimaliste mais néanmoins efficace. La deuxième serait de redéfinir un ensemble de principes fondamentaux pour recentrer le système commercial multilatéral en le plaçant au cœur même des intérêts aussi bien des consommateurs que de la société – un système qui soit suffisamment équilibré pour permettre l'alignement des intérêts commerciaux de manière à améliorer les conditions d'accès aux marchés pour les segments de la population qui sont jusque-là restés en marge et

permettre à l'OMC de devenir une source stable de règles garantissant une certitude aux opérateurs économiques.

- Une autre possibilité consisterait à avancer en même temps sur les deux voies, à chercher à obtenir une conclusion rapide du Cycle de Doha, avec un contenu minimum qui envoie un message clair au monde indiquant que les Membres de l'OMC sont attachés à un système commercial multilatéral qui soutient les efforts de reprise économique déployés par de nombreux Membres de l'Organisation.
- Simultanément, on pourrait mettre en œuvre une approche consistant à définir les composantes qui devront constituer le nouveau système multilatéral, lequel commencerait à être négocié immédiatement après la conclusion du Cycle de Doha.
- Nous ne pouvons pas continuer dans cet état d'immobilité. Les sociétés vont de l'avant et, ce faisant, trouvent des solutions de remplacement à un système commercial qui a cessé d'être multilatéral.

